

Introduction. « On accuse les Canadiens de manquer d'esprit d'entreprise » : l'économie dans l'historiographie des Rébellions de 1837-1838

Julien Mauduit

La Guerre de 1812 entre histoire, mémoire et perspectives
Volume 25, numéro 2, hiver 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038797ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1038797ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Mauduit, J. (2017). Introduction. « On accuse les Canadiens de manquer d'esprit d'entreprise » : l'économie dans l'historiographie des Rébellions de 1837-1838. *Bulletin d'histoire politique*, 25 (2), 115–121. <https://doi.org/10.7202/1038797ar>

Patriotisme et économie durant les Rébellions de 1837-1838

Présentation

Introduction. « On accuse les Canadiens de
manquer d'esprit d'entreprise » : l'économie dans
l'historiographie des Rébellions de 1837-1838¹

JULIEN MAUDUIT
Université du Québec à Montréal

Il fut un temps où les problématiques économiques fascinaient. Les acteurs des Rébellions de 1837-1838 tout d'abord. Ludger Duvernay, éditeur des journaux patriotes *La Minerve* et *Le patriote canadien*, consacre maintes colonnes à l'information et à la réflexion économique, et pourtant il dénonce aussi le procès fait aux Canadiens français : « on accuse les Canadiens de manquer d'esprit d'entreprise. Lorsque cette imputation n'est pas une injure, elle est une bévue² ». Leur infériorité économique est une réalité bien identifiée, patriotes comme loyalistes, et globalement les historien(ne)s, dressent sur ce point un constat similaire. Aux yeux des plus ardents « *tories* », il s'agit d'une preuve de la supériorité de la « race » anglaise sur la « faction anti-commerciale », les patriotes. Cette idée trône dans le Rapport Durham : « Les habitudes régulières et dynamiques des hommes d'affaires anglais éliminèrent de toutes les branches les plus lucratives de l'industrie leurs concurrents inactifs et insouciants de race

française³». Les mécanismes qui soutiennent cette domination économique sont cependant critiqués par les patriotes qui clament leur désir de commercer : « L'esprit d'entreprise, c'est le désir d'acquérir, de se faire un bien-être plus ou moins brillant ; or où sont les hommes qui ne cherchent pas à améliorer leur sort lorsqu'ils en ont les moyens ?⁴ » Les deux grands questionnements de ce dossier ressortent de ces quelques remarques : quel était le rapport des patriotes à l'univers économique, et comment les questions économiques peuvent-elles nous aider à comprendre un événement avant tout politique ?

Les historien(ne)s des Rébellions ont, par le passé, abondamment porté leurs regards sur les dimensions structurelles de l'histoire et en particulier sur l'économie. Certains ont même vu dans l'économie la clé pour comprendre l'événement. Sous cet angle, la crise révolutionnaire des années 1830 aux Canadas a été présentée comme la conséquence des tensions entre intérêts économiques contraires (l'agriculture et le commerce), amplifiée par les divisions dans les populations (Français ou Américains contre Britanniques), opposition qui se retrouve dans la lutte politique (radicaux contre la gouvernance impériale). L'explosion s'expliquerait avant tout par certaines réalités économiques telles que les mauvaises récoltes, la hausse des prix de la farine, le manque de terres disponibles, la panique financière de 1837, ou encore la volonté de préserver le régime seigneurial⁵. Dans une démarche toujours portée sur la primauté des structures en histoire, plusieurs travaux d'inspiration marxiste ont intégré les Rébellions dans les rapports de domination économiques, la lutte patriote étant lue comme une opposition de classes socioprofessionnelles sur laquelle se greffe une dimension ethnoculturelle. De leur point de vue, et en récusant l'image de patriotes conservateurs et adversaires du commerce, les *leaders* du mouvement apparaissent comme des petits capitalistes bourgeois alliés à la masse des habitants contre l'aristocratie mercantile appuyée par les grandes fortunes britanniques⁶. La discussion savante sur les dimensions économiques des Rébellions a été vive, en atteste la tentative de synthèse entreprise par Jean-Paul Bernard en 1983⁷.

Ces auteurs ont exposé un ensemble de réalités chiffrées tout en présentant des interprétations structurelles de la crise des années 1830, dans lesquelles l'économie est au centre. Ils ont jeté les fondements d'une histoire économique des Rébellions, ce qui a été par la suite quelque peu délaissé au profit de l'étude de l'univers social et culturel, des idées politiques, des dimensions locales, des enjeux juridiques, des parcours individuels, ou encore pour publier une impressionnante quantité de sources primaires. Le poids des recherches en histoire économique a été drastiquement réduit⁸. Les historien(ne)s ont néanmoins continué à se positionner sur l'une des dimensions déterminantes du combat patriote : étaient-ils des capitalistes ou des agrariens ? L'un des principaux nœuds

de cette épineuse question est le régime seigneurial⁹. La défense de cette structure socioéconomique dans les 92 Résolutions de 1834, envoyées à Londres par l'Assemblée du Bas-Canada avec les signatures de dizaines de milliers d'habitants, ne prouve-t-elle pas que le mouvement patriote était foncièrement conservateur et antidémocratique? Si les outils d'analyse ont évolué, conduisant notamment à un consensus progressif sur le paradigme républicain, le fond de la discussion reste le même entre les historien(ne)s qui voient dans les patriotes les tenants d'un républicanisme agraire méfiant, voire adversaire, du commerce et de l'industrie¹⁰, et ceux qui identifient un esprit bourgeois, libéral et capitaliste, chez les *leaders* surtout et parfois chez les habitants¹¹.

L'absence de consensus signifie que le chantier reste ouvert. Plusieurs historien(ne)s ont constaté une certaine faiblesse de nos connaissances en économie politique¹². Ce dossier a pour objectif de replacer les dimensions économiques sous le regard des historien(ne)s et d'apporter certaines interprétations novatrices afin d'affiner notre compréhension des dimensions économiques des Rébellions. Il ne s'agit toutefois pas de faire à nouveau de la sphère économique la principale clé pour comprendre l'histoire, mais plutôt de rééquilibrer la discussion savante. Les textes du dossier abordent simultanément le rapport des patriotes à la sphère économique, dans les idées comme dans la réalité quotidienne, ainsi que certains mécanismes macro-économiques et certaines dimensions structurelles qui contribuent à expliquer le cours de l'histoire.

Au-delà du contexte propre à l'historiographie sur les Rébellions, ce dossier doit également être lu dans le cadre plus méthodologique et presque épistémologique de la réflexion sur la définition de l'histoire politique¹³. L'histoire du politique est profondément économique, en particulier dans la première moitié du XIX^e siècle, ce que Fernand Ouellet a par exemple nommé l'« interdépendance » de l'économie et du politique¹⁴. Le dossier comporte à ce titre un trait méthodologique: comment penser l'économie pour analyser un événement politique comme les Rébellions? L'économie est redevenue un axe pour de nombreuses recherches. L'histoire de l'argent fait par exemple l'objet d'une grande attention¹⁵. N'est-ce pas là une réponse, sans doute inconsciente, au contexte de ce début de XXI^e siècle marqué en Occident par l'emprise politique de la dette des États sur les choix de gouvernance et par la crise financière de 2008? Signe des temps, un livre portant le titre *Le capital au XXI^e siècle* est devenu un *best-seller* mondial et l'objet d'incalculables discussions économiques, et donc politiques. Ainsi, il semble intéressant pour les citoyen(ne)s, au-delà des seul(e)s historien(ne)s, de se replonger dans les premières décennies du XIX^e siècle qui ont vu la prise de conscience générale du nouveau pouvoir des grands acteurs de la transition au capitalisme contemporain et de leur capacité à intervenir dans la sphère politique: «Le négoce est une

source nouvelle qui s'ouvre à la puissance, et les financiers deviennent un pouvoir politique qu'on méprise et qu'on flatte¹⁶. »

Les problématiques économiques nous encouragent également à franchir les frontières puisque les dynamiques de la sphère marchande intègrent les colonies, les États et les continents, dans un espace d'échanges transatlantiques en pleine expansion, ce que les historien(ne)s de l'Amérique jacksonienne nomment la « *Market Revolution* »¹⁷. Certaines des contributions de ce dossier adoptent une perspective transfrontalière et ne distinguent pas 1837 de 1838. La question de la *reconsidération* des Rébellions sera donc abordée¹⁸. S'agit-il « des » Rébellions, perspective qui distingue les deux Canadas, ou d'une seule Rébellion qui doit être comprise dans son unicité ? L'une des contributions du dossier élargit encore davantage ce questionnement en intégrant les colonies canadiennes à leur espace continental, par le biais des dynamiques économiques.

Tout comme il n'est pas envisagé de remettre l'économie au centre des explications des Rébellions, les perspectives transfrontalières de ce dossier n'aspirent pas non plus à faire disparaître les singularités de l'événement. Olivier **Guimond** se penche sur l'une d'entre elles, le régime seigneurial bas-canadien, en s'appliquant à retracer l'évolution de l'historiographie concernant le statut seigneurial de Louis-Joseph Papineau et la contradiction apparente de son discours républicain, objet de réflexion dont nous avons souligné l'importance. La singularité des Rébellions sera également abordée par Robert **Tremblay** qui confronte le réformisme du Parti patriote aux réalités des ouvriers et artisans du Bas-Canada : son étude fait ressortir la relation ambivalente entre les notables du mouvement et la classe ouvrière naissante. Julien **Mauduit** replonge quant à lui dans le débat historiographique sur la nature de l'économie politique des patriotes, par une perspective qui souligne les convergences des radicaux des deux Canadas et qui tente de démêler les influences « socialistes » de leur esprit capitaliste. En élargissant l'angle d'analyse sur les États-Unis, Jason **Opal** met à jour les conséquences sur les Rébellions de l'évolution des questions géopolitiques et macro-économiques aux États-Unis depuis la Panique financière de 1819, événement qui marque le début d'un rapprochement de la République avec l'Empire britannique. Une conclusion d'Allan **Greer** clôt le dossier par une réflexion sur ces différents travaux dans le cadre d'une analyse plus générale sur l'évolution de l'historiographie. L'ambition de cette pluralité de regards est de contribuer à revitaliser l'histoire du politique, des Rébellions en l'occurrence, à travers ses facettes économiques, ces dernières ayant été sans doute excessivement marginalisées depuis quelques décennies.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Je remercie Robert Tremblay pour sa relecture avisée.

2. *La Minerve*, 13 février 1837.
3. John George Lambton, lord Durham, *Le Rapport Durham*, Montréal, L'Hexagone, 1990, p. 70; François Deschamps, *Le radicalisme tory à travers le prisme du Montreal Herald et la mobilisation des milices dans le district de Montréal (1834-1837)*, mémoire de maîtrise (histoire), UQAM, 2011, p. 78.
4. *La Minerve*, 13 février 1837.
5. Donald G. Creighton, « The Economic Background of the Rebellion of Eighteen Thirty-Seven », *Canadian Journal of Economics and Political Science*, vol. 3, n° 3, 1937, p. 322-334; *Id.*, *The Empire of the St. Lawrence: A Study in Commerce and Politics*, Toronto, University of Toronto Press, 2002 [1937]; Fernand Ouellet, « Les insurrections de 1837-1838: un phénomène social », *Histoire sociale/Social History*, vol. 1, n° 2, 1968, p. 54-82; *Id.*, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Montréal-Paris, Fides, 1966, p. 541-586; Fernand Ouellet et Jean Hamelin, « La crise agricole dans le Bas-Canada, 1802-1837 », *Report of the Annual Meeting of the Canadian Historical Association/Rapports annuels de la Société historique du Canada*, vol. 41, n° 1, 1962, p. 17-33; William H. Parker, « A New Look at Unrest in Lower Canada in the 1830's », *Canadian Historical Review*, vol. 40, n° 3, 1959, p. 209-217; Claude Baribeau, *La seigneurie de la Petite-Nation (1801-1854). Le rôle économique et social du seigneur*, Hull, Asticou, 1983.
6. Stanley Bréhaut-Ryerson, *Le capitalisme et la Confédération*, Montréal, Parti pris, 1972 [1968]; *Id.*, *1837: The Birth of Canadian Democracy*, Toronto, Francis White, 1937; Catherine Vance, « 1837: Labor and the Democratic Tradition », *The Marxist Quarterly*, vol. 12, 1965, p. 29-42; Gilles Bourque et Anne Légaré, *Le Québec. La question nationale*, Paris, Maspero, 1979, p. 39-55; Gilles Bourque, *Question nationale et classes sociales au Québec (1760-1840)*, Montréal, Parti pris, 1970; Michael S. Cross, « 1837: The Necessary Failure », dans Michael S. Cross et Gregory S. Kealey (dir.), *Readings in Canadian Social History. Volume 2: Pre-Industrial Canada, 1760-1849*, Toronto, McClelland & Stewart, 1982, p. 141-158.
7. Jean-Paul Bernard (dir.), *Les Rébellions de 1837-1838: les patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*, Montréal, Boréal Express, 1983. Pour un exemple de cette variété de regards, lire le recueil des travaux de Gilles Paquet et de Jean-Pierre Wallot exposés dans les années 1970, *Un Québec moderne, 1760-1840: essai d'histoire économique et sociale*, Montréal, Hurtubise, 2007.
8. Quelques exceptions sont toutefois à noter: Serge Courville, « Un monde en mutation: le Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle », *Histoire sociale/Social History*, vol. 20, n° 40, 1987, p. 237-258; Douglas McCalla, *Planting the Province: The Economic History of Upper Canada, 1784-1870*, Toronto, University of Toronto Press, 1993; Gérald Bernier et Daniel Salée, *Entre l'ordre et la liberté. Colonialisme, pouvoir et transition vers le capitalisme dans le Québec du XIX^e siècle*, Montréal, Boréal, 1995; John Willis, *Rural Industrialization and the Great Lower Canadian Tourtière: the Montreal Region and the Seigneurie of Argenteuil, circa 1800 to 1850*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 1999; Albert Schrauwers, « Revolutions without a Revolutionary Moment: Joint Stock Democracy and the Transition to Capitalism in Upper Canada », *The Canadian Historical Review*, vol. 89, n° 2, 2008, p. 223-255.

9. La complexité du fait seigneurial peut être abordée par différents travaux : Jean-Claude Robert, « Un seigneur entrepreneur, Barthélémy Joliette et la fondation du village d'Industrie (Joliette), 1822-1850 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 26, n° 3, 1972, p. 375-395 ; Colette Michaud, *Les censitaires et le régime seigneurial, 1791-1854 : étude des requêtes anti-seigneuriales*, mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1982 ; Allan Greer, *Habitants, marchands et seigneurs. La société rurale du bas Richelieu, 1740-1840*, Québec, Septentrion, 2000 [1985] ; Benoît Grenier, *Brève histoire du régime seigneurial*, Montréal, Boréal, 2012.
10. Louis-Georges Harvey, *Le printemps de l'Amérique française. Américanité, anticolonialisme et républicanisme dans le discours politique québécois, 1805-1837*, Montréal, Boréal, 2005 ; Michel Ducharme, *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques, 1776-1838*, Montréal et Toronto, McGill-Queen's University Press, 2010.
11. Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec. Volume 1 : 1760-1896*, Montréal, Fides, 2000, p. 85-223 ; Allan Greer, *Habitants et patriotes : la rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Boréal, 1997 [1993], p. 121-123 ; Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, *Un Québec moderne...*, *op. cit.*, p. 21-23 et p. 243. Les contributions de ce dossier apportent différents éléments de réponse, plus ou moins explicites, pour pouvoir mieux appréhender cette question.
12. Allan Greer, *Habitants et patriotes*, *op. cit.*, p. 121-123 ; Jeffrey L. McNairn, « Why We Need But Don't Have an Intellectual History of the British North American Economy », dans Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme (dir.), *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Québec Presses de l'Université Laval, 2004, p. 143-173 ; Elsbeth Heaman, « Discussion of Ducharme's *Le concept de liberté* », *The Canadian Historical Review*, vol. 94, n° 1, 2013, p. 93-98 ; Robert C.H. Sweeny, *Why did we choose to industrialize ? : Montreal, 1819-1849*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, p. 322-323.
13. Parmi beaucoup d'autres, nous pouvons mentionner ces réflexions : René Rémond, *Pour une histoire politique*, Paris, Le Seuil, 1988 ; Claude Lefort, *Essais sur le politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 1986 ; Pierre Rosanvallon, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil, 2003 ; Romain Huret, « All again in the family? Political history and the challenge of social history », *Journal of Policy History*, vol. 21, n° 3, 2009, p. 239-263. Le récent livre de Nicolas Barreyre propose certaines pistes pour l'analyse du politique par l'économie : *Gold and Freedom: The Political Economy of Reconstruction*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2015.
14. Fernand Ouellet, « Les insurrections de 1837-1838 », *loc. cit.* Une grande variété de travaux permettent de saisir la nouvelle place de l'économie durant « l'ère des révolutions » : Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, Éditions sociales, 1972 [1859] ; Eric J. Hobsbawm, *L'ère des révolutions : 1789-1848*, Bruxelles, Complexe, 2000 [1962] ; Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses : la pauvreté, le crime, l'État au Québec, de la fin du XVIII^e siècle à 1840*, Outremont, VLB Éditeur, 1989 ; Sheldon Wolin, *Politics and Vision : Continuity and Innovation in Western Political Thought*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

15. En 2011, le congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française portait sur «L'argent», et en 2016 le Centre interuniversitaire d'études québécoises organisait un colloque sur «L'argent des familles». Pour faire un aperçu de cette tendance: Louis-Georges Harvey, «Banques, société et politique dans le discours politique d'Edmund Bailey O'Callaghan, 1833-1837», *Les Cahiers des Dix*, vol. 69, 2015, p. 251-279; Albert Schrauwers, «"Money Bound you – Money shall loose you": Micro-Credit, Social Capital, and the Meaning of Money in Upper Canada», *Comparative Studies in Society and History*, vol. 53, n° 2, 2011, p. 314-343; Nicolas Barreyre, *Gold and Freedom*, *op. cit.*; Jessica Lepler, *The Many Panics of 1837. People, Politics and the Creation of a Transnational Financial Crisis*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013; Stephen Mihm, *A Nation of Counterfeiters. Capitalists, Con Men, and the Making of the United States*, Cambridge, Harvard University Press, 2007; Daniel Carey (dir.), *Money and Political Economy in the Enlightenment*, Oxford, Oxford University Press, 2014; Christine Desan, *Making Money. Coin Currency and the Making of Capitalism*, Oxford, Oxford University Press, 2014; Charles Calomiris et Stephen Haber, *Fragile by Design: The Political Origins of Banking Crises and Scarce Credit*, Princeton, Princeton University Press, 2014; Rebecca Spang, *Stuff and Money in the Time of the French Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 2015.
16. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Montréal, Carpe Diem, 2010 [1835], p. 11.
17. Charles Sellers, *The Market Revolution Jacksonian America, 1815-1846*, New York, Oxford University Press, 1991.
18. Pour paraphraser le titre de l'article d'Allan Greer, «1837-38: Rebellion Reconsidered», *Canadian Historical Review*, vol. 76, n° 1, 1995, p. 1-18. Rares sont les auteurs comme Michel Ducharme qui déclarent s'inscrire dans ce travail de reconsidération (voir *Le concept de liberté...*, *op. cit.*).